Véronique Beaulande, Le malheur d'être exclu ?
Excommunication, réconciliation et société à la fin
du Moyen Âge

Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, 383 p.

Mustapha Naïmi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/21509>

DOI : 10.4000/assr.21509

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009

ISBN : 978-2-7132-2218-4

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Mustapha Naïmi, « Véronique Beaulande, Le malheur d'être exclu ? Excommunication, réconciliation et société à la fin du Moyen Âge », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 148 | octobre-décembre 2009, document 148-16, mis en ligne le 15 novembre 2012, consulté le 21 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/assr/21509> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.21509>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Véronique Beaulande, Le malheur d'être exclu ? Excommunication, réconciliation et société à la fin du Moyen Âge

Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, 383 p.

Mustapha Naïmi

RÉFÉRENCE

Véronique Beaulande, *Le malheur d'être exclu ? Excommunication, réconciliation et société à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, 383 p.

148-16

- 1 Sur l'usage et la portée de l'excommunication aux derniers siècles du Moyen Âge, cette peine ecclésiastique serait soit inefficace à force d'être répétée, soit terrible, car elle frapperait les auteurs de péchés capitaux, à commencer par les usuriers. Pour en finir avec ces jugements sommaires, il fallait aller aux sources, celles des officialités dont l'étude n'avait guère été développée depuis le bilan qu'Anne Lefèvre-Treilhard avait dressé en 1973. Tel est l'enjeu qui sert de trame à l'ouvrage. L'auteure a choisi la province ecclésiastique de Reims parce qu'elle correspondait le mieux à ses attaches personnelles et à ses possibilités de recherche. L'ouvrage intègre les perspectives religieuses dans une histoire sociale et culturelle sans mener une étude de droit canonique. Les pratiques sociales liées à l'excommunication, autant ses causes que ses conséquences, sont le sujet privilégié de l'ouvrage. Il tente de mieux cerner les rapports entre les fidèles et l'autorité ecclésiastique, notamment ceux régis par l'existence d'une justice spirituelle à la compétence théorique fort large. L'ouvrage définit la notion canonique de l'excommunication et la replace dans la théorie répressive ou pastorale de l'Église. La première partie de l'ouvrage traite de droit canonique, en tentant

toujours de replacer la théorie générale de l'excommunication dans le contexte de la province de Reims, c'est-à-dire en s'appuyant sur des sources issues de cet espace, pontificaux et statuts synodaux essentiellement. L'étude des statuts diocésains est volontairement menée sur le long terme, de Latran IV à Trente, afin de dresser un tableau large de l'utilisation idéale de l'excommunication et de déceler d'éventuels changements de perspective. L'auteure donne ici une définition des censures canoniques, puis une vision des causes d'ex-communication telles que les prévoient les conciles et les synodes.

- 2 La confrontation de cette théorie, élaborée au cours des siècles, avec la réalité de la justice ecclésiastique de la fin du Moyen Âge, éclaire à la fois sur le fonctionnement des tribunaux ecclésiastiques et sur leur rôle auprès des fidèles. Quel usage réel est-il fait de l'excommunication ? Quelle valeur a-t-elle aux yeux des juges et des gens ordinaires ? L'image d'une excommunication abusive qui aurait perdu de son importance demande à être précisée : les archives des officialités sont pour cela des témoins irremplaçables, et constituent les sources des deuxième et troisième parties, limitées de ce fait même à la charnière du Moyen Âge et des temps modernes.
- 3 Il s'avère que du point de vue de l'Église, l'excommunication n'est pas une peine vindicative, mais médicinale. C'est une censure canonique qui, en tant que telle, doit conduire à la réintégration du pécheur dans le giron de l'Église. Elle est donc très liée à la pénitence, qu'elle amène dans le cœur du fidèle ainsi exclu – ou qui s'est exclu de lui-même par son refus d'obéir à l'autorité ecclésiale.
- 4 L'usage massif d'une peine spirituelle pour des causes éminemment temporelles n'a certainement pas sauvé la juridiction ecclésiastique, alors même que l'excommunication avait eu vocation à défendre l'Église en ce domaine. L'appel au parlement des sentences des officialités est un appel « comme d'abus » et concerne au premier chef les excommunications. Abus : le terme est révélateur. De Gerson à Luther, c'est l'État en construction qui en profite pour imposer sa justice et sa propre norme. L'excommunication définit qui est d'Église et qui ne l'est pas ; l'abus de l'excommunication sert au bout du compte à définir ce qui ressortit au spirituel de ce qui ressortit au temporel. L'Église y a sans doute perdu une part de sa juridiction – et peut-être gagné un moyen de se réformer.